



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle du 1^{er} au 7 avril 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

DISSENSIONS ENTRE MARC RAVALOMANANA ET RIVO RAKOTOVAO

La tension est montée d'un cran entre Rivo Rakotovoao, ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire, et des Equipements et non moins président national du parti au pouvoir Hery Vaovao ho an'i Madagasikara et Marc Ravalomanana, président national du parti Tiako i Madagasikara. L'objet du litige évoqué par les médias concerne le déplacement de la gare routière de « Fasan'ny Karana » vers le terrain voisin dudit « Kianjan'i Makis » sis à Andohatapenaka « domaine », dont Ravalomanana revendique la propriété.

*Marc Ravalomanana n'a pas mâché ses mots en qualifiant Rivo Rakotovoao de « fauteur de troubles » et de « dictateur » au micro de **FREE FM**. Au journaliste d'introduire auparavant que les relations entre les deux hommes sont de plus en plus tendues et que « de par son attitude, le ministre fait tout pour attiser la haine de la population envers le pouvoir actuel ». L'ex-Président a, par la suite, signifié sa volonté à poursuivre le combat pour la restitution de ses biens. Une couverture a été faite par **ANTSIVA** concernant la descente effectuée par Ravalomanana à Andohatapenaka. Il a critiqué le ministre d'Etat et son conseiller technique ainsi que Narson Rafidimanana, ministre de l'Industrie, qu'il accuse de saquer les industries locales, en rappelant notamment que ce terrain était destiné à accueillir la société Tiko Agri. Dans un souci de neutralité, la réaction de Rivo Rakotovoao a également figuré dans le reportage. Le chroniqueur Michel Ralibera, dans l'émission interactive « **Sehatra ho an'ny mpihaino** », s'étonne, cependant, que l'ancien Chef d'Etat n'ait pas encore retiré ses deux ministres du gouvernement. Les réactions s'enchaînent, par la suite, du côté des auditeurs. Certains évoquent l'époque où Marc Ravalomanana était encore à la tête du pays et qu'il « spoliait les terres des paysans ». D'autres ne sont pas convaincus et parlent d'une mise en scène entre les deux politiciens. Invité sur le plateau de la station, Nicolas Randrianasolo, député élu à Betroka souligne que Marc Ravalomanana s'adresse au mauvais adversaire et qu'il devrait s'attaquer à l'ancien Président de la transition Andry Rajoelina, dans la mesure où l'acte de vente a été annulé durant la période transitoire.*

***KOLO TV** explique que Ravalomanana déclare la guerre à tout le monde : au Chef de l'Etat, à Rivo Rakotovoao et à Mamy Rakotoarivelo. Lors de son émission interactive « **Demokrasia Mivantana** », les auditeurs de la **RADIO PLUS** se plaignent que « l'accaparement de terres devienne un fléau. Les investisseurs malgaches se font rares, tandis que l'Etat donne les terres aux étrangers » ; ou encore, « le ministre d'Etat pense être le roi, il fait ce qu'il veut ». Une dernière intervention porte sur la déclaration de ladite propriétaire du terrain à Andohatapenaka. Elle affirme, en direct, que Marc Ravalomanana a le droit de revendiquer ses terres puisque la vente a été faite selon les procédures légales. « Un énième coup de gueule envers Rivo Rakotovoao », tels sont les propos utilisés par **VIVA TV** pour agrémenter la déclaration de Marc Ravalomanana. L'essentiel du reportage a été axé sur la réaction de l'ancien Président, insistant sur le fait qu'« il ne se passe pas un jour sans que la presse ne relate les défauts du régime en place et que les actuels dirigeants devraient davantage se*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



préoccuper de l'opinion du peuple ». De son côté, TVM a accordé une interview au ministre, lequel a présenté les documents attestant que le terrain d'Andohatapenaka appartient à l'Etat malgache. Rivo Rakotovoao apporte des explications sur l'historique du terrain et sur les vices de procédure autour de la mise en valeur du terrain faite par la Commune urbaine d'Antananarivo.

De manière impartiale, MA-TV a donné la parole aux deux parties concernées par le litige, sans l'alimenter de commentaires. La station relate ainsi la déclaration de l'équipe de Marc Ravalomanana sur la revendication de sa propriété, mais également le point de presse du ministre d'Etat Rivo Rakotovoao. Ce dernier a, en effet, réitéré que le droit de propriété revient à l'Etat depuis le 09 août 2010 et que la décision municipale n°001 CUA/CAB.15 délivrée le 21 décembre 2015 autorisant la société Asa Lalana Malagasy à construire un mur de clôture sur ledit terrain ne respecte pas les législations en vigueur.

POLITIQUE INTERNE

EVOCATION D'UN EVENTUEL REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

Suite aux récentes déclarations du Président de la République Hery Rajaonarimampianina sur un éventuel remaniement gouvernemental, les chaînes de la capitale n'en démordent pas sur les commentaires à l'endroit de l'actuel Premier ministre et de son gouvernement. « Le remaniement se fera à un moment inattendu et quand les ministres s'y attendront le moins », avait-il laissé entendre aux journalistes. Une déclaration qui prête à de multiples confusions et que les médias décortiquent chacun à leur manière.

Lalotiana Rakotondrzafy, lors de l'émission interactive « Anao ny fitenenana » sur FREE FM, se projette dans les mois à venir et dresse le profil idéal du futur Premier ministre. Selon la chroniqueuse, le nouveau Chef du gouvernement devra redresser la situation des sociétés d'Etat en décadence. Il ou elle devra être issu du milieu des affaires et avoir fait ses preuves dans ce domaine. Et de poursuivre que le Premier ministre devra occuper sa place jusqu'en 2018. Revenant sur la déclaration du Président, Lalotiana dénonce l'attitude dénuée de transparence du numéro Un malgache. Elle insiste sur le fait que la population et les ministres doivent être préparés à ce remaniement. Elle déplore, enfin que le Président hésite de toute évidence à limoger le Premier ministre. « Ignore-t-il les pouvoirs dont il est investi ? », s'interroge la chroniqueuse, tout en qualifiant le Chef de l'Etat d'incompétent et indigné de son statut de leader.

Malgré le tapage médiatique autour de ce projet de remaniement, le Premier ministre Jean Ravelonarivo rassure en expliquant que seule la Constitution peut le démettre de ses fonctions, tout en démentant la mésentente entre lui et le Hery Rajaonarimampianina. Ce que TV PLUS conforte après la déclaration faite par le Premier ministre lors de sa rencontre avec l'Ambassadeur de France Véronique Vouland. VIVA qualifie également le Président de la République d'« incompétent ». Et d'aborder les raisons pour lesquelles le Président n'évince pas directement le Premier ministre. Véhiculant, par la suite, les rumeurs d'une volonté de Jean Ravelonarivo à se porter candidat au poste de Chef de l'Etat en 2018, la station annonce que le divorce au sein de l'Exécutif est consommé. MA-TV annonce, pour sa part, que le remaniement gouvernemental est inévitable. Les députés continuent, en effet, de se réunir en vue de la désignation du « futur » Premier ministre. En vertu de l'article 54 de la Constitution, le « futur » Premier ministre sera issu de la majorité au sein du Parlement. D'après le journaliste de la station, les jours du gouvernement Ravelonarivo sont comptés et plusieurs noms circulent déjà, notamment celui du Général Paza Didier Gérard, secrétaire d'Etat en charge de la Gendarmerie nationale ou encore Auguste Paraina, Ambassadeur de Madagascar en poste au Sénégal. Elaguant le doute autour du conflit opposant le Président et son Premier ministre, RNM

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



retransmet les propos du Chef du gouvernement dans lesquels il rassure qu'il n'y a aucun bras de fer entre les deux hommes.

ECONOMIE ET SOCIETE

HAUSSE DU PRIX DU GASOIL ET DU PETROLE LAMPANT

La hausse subite du prix du gasoil et du pétrole lampant, à hauteur de 80 Ariary le litre, alimente des réactions diverses. Après avoir connu une baisse il y a un mois, les deux produits revoient leur prix à la hausse. Une situation fortement critiquée par les médias. D'ailleurs, ils pointent du doigt l'institution en charge de la régulation du prix du carburant ainsi que les compagnies pétrolières, du fait de cette tendance changeante. Toutefois, l'essence a connu une baisse de 50 Ariary.

ANTSIVA a fortement critiqué les responsables de la régulation du prix du carburant compte-tenu de l'instabilité des prix. « Il y a un mois, le prix du gasoil a connu une baisse. C'est comme si aujourd'hui, les responsables regrettaient cette décision », commente le journaliste. L'avis d'un expert, le Professeur Roger Ralison a été sollicité sur la question. Il soupçonne, entre autres, des magouilles entre les compagnies et les responsables de la régulation du prix ; et déplore en même temps la suprématie des entreprises étrangères dans le pays. **VIVA** a également partagé des commentaires à ce sujet. La journaliste a souligné que la baisse du prix du baril de pétrole n'a aucun impact sur les prix du carburant sur le marché local ; et pourtant, lorsque l'inverse se produit, les tableaux tarifaires des stationnements affichent immédiatement une hausse. Se basant sur la loi de l'offre et de la demande, **KOLO TV** estime que les consommateurs circulant dans des véhicules fonctionnant au gasoil sont plus nombreux que ceux utilisant de l'essence. **MA-TV**, impartiale, rappelle que l'Etat malgache applique un mécanisme formel d'ajustement automatique des prix à la pompe et a mis fin aux subventions accordées aux compagnies pétrolières. D'autant plus que la détermination des prix du carburant se base sur la fluctuation du cours du pétrole à l'échelle internationale ainsi que sur le taux de change entre l'Ariary et le Dollar. La station a, par ailleurs, appris des conducteurs de taxi, dans une interview, que la baisse du prix de l'essence n'apportera aucune modification des tarifs pour les courses. La chaîne nationale **TVM** insiste sur le fait que l'Etat applique la vérité des prix en fonction du prix de pétrole sur le marché international et du pouvoir d'achat des Malgaches. Le directeur de l'Office Malgache des Hydrocarbures, Harivelo Andrianarahinjaka déclare que la fixation du prix maxima du carburant ne relève pas de son institution et que seul un décret ou un arrêté peut déterminer le prix à la pompe.

MANIFESTATION DES COOPERATIVES DE TRANSPORT A ANDOCHAN'I MANDROSEZA

Les riverains d'Andohan'i Mandroseza et les coopératives de transport desservant l'axe Ambohipo, Ambanidia, Ankatso ont observé une grève le 1^{er} avril, pour exprimer leur mécontentement face à l'état lamentable des routes. Ayant effectué un sit-in à Andohan'i Mandroseza, ils revendiquent la réfection des infrastructures routières dans les plus brefs délais. Le ministère des Travaux publics ainsi que le ministère d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du Territoire, et des Equipements ont dépêché des techniciens sur place afin de constater de visu l'ampleur de la dégradation. Le MEPATE a assuré que les travaux de réhabilitation débiteront dans les deux jours.

ANTSIVA s'est enquis de l'avis du responsable de l'une des coopératives et d'un représentant du MEPATE. Le premier s'est plaint des dégâts matériels causés par l'état piteux des routes et le second a déclaré que les constructions illicites contribuent à la dégradation des routes. De son côté, Roland Ratsiraka, ministre des Travaux publics se défend, en précisant que les glissements de terrains ont

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



empêché le début des travaux durant les dernières saisons de pluie. Parallèlement, les auditeurs de l'émission interactive « **Sehatra ho an'ny mpihaino** » se sont adressés au ministre, en le conseillant de construire des routes en béton. **FREE FM**, par le biais de sa chroniqueuse Lalatiana Rakotondrazafy fait le lien avec les événements survenus le 29 mars 2016, pour déduire finalement que des foyers de tension se forment ici et là, dus surtout à l'incompétence des dirigeants. Elle interpelle sur la nécessité d'un remaniement gouvernemental et à une prise de conscience de la part des autorités. De plus, la résolution des problèmes d'ordre économique et social nécessitera le rétablissement de la confiance entre les deux têtes de l'Exécutif garantira, souligne-t-elle. Une cohabitation est nécessaire et un nouveau Premier ministre serait la solution et, ce, jusqu'en 2018. Pour sa part, **RADIO PLUS** a couvert en direct la manifestation et précise que le barrage a été dressé par les six coopératives de transport relayant l'axe Ankatso, Ambanidia, Ambohipo et Andohan'i Mandrozeza. Les revendications ont été entendues par les services techniques dépêchés sur les lieux. Vers 10h du matin, la situation est revenue à la normale.

TVM se focalise sur les explications d'un technicien issu du MEPATE. Il affirme qu'avec la progression des constructions illicites, les surfaces perméables diminuent et par conséquent, les eaux se déversent sur les routes. Le bitume ne pourra pas supporter l'écoulement des eaux, regrette-t-il. Dans le sens inverse, **VIVA** relate le ralliement des habitants au mouvement des conducteurs ainsi que l'intervention pacifique des forces de l'ordre. Le journaliste de la station constate que d'un côté, le représentant du ministère d'Etat en charge des Projets présidentiels déplore l'irresponsabilité du ministère des Travaux publics et de l'autre côté, la Commune Urbaine d'Antananarivo affirme que toutes les activités ont été mises en œuvre afin d'améliorer le bien-être de la population. Les habitants d'Andohan'i Mandrozeza brandissent des pancartes, relate **TV PLUS**. Ces riverains interpellent les autorités afin de suspendre la démolition des immeubles qui bordent l'axe réhabilité. Le délégué du 2^{ème} arrondissement Jacques Razafindraibe a été dépêché sur place afin d'expliquer aux habitants les démarches préliminaires aux travaux. Il a assuré que les démolitions ne seront pas effectuées avant la mise en place du plan d'aménagement de l'arrondissement.

COMMUNAUTE INTERNATIONALE

TVM et **RNM** évoquent l'arrivée des émissaires envoyés par le Chef d'Etat français à Madagascar. Ils vont aider sur les préparatifs du Sommet de la francophonie, notamment dans la répartition et la gestion des matériels ainsi que des infrastructures. La France aura plus de 80 représentants à ce Sommet. D'après le ministre des Affaires étrangères Béatrice Attalah : « ils sont venus pour nous appuyer dans la mise en place protocolaire. Les journalistes se verront dispenser des formations de formations. Les deux parties ont également discuté de l'implication de tous les Malgaches dans la tenue du sommet. »

FORMAT DE COUVERTURE

KOLO TV se prête quotidiennement à l'exercice du micro-trottoir et demande l'avis du public concernant la conjoncture actuelle. La plupart pense que les responsables doivent démissionner s'ils ne peuvent même pas mener à bien leurs missions. Toutefois, le Président doit renforcer les efforts pour que l'Exécutif soit plus efficace. D'ailleurs, les défenseurs des droits des consommateurs et les organisations de la société civile prévoient de se réunir pour trouver une manière de « secouer » les dirigeants. D'après la chaîne, « rien ne fonctionne dans ce pays, tous les secteurs d'activité sont bloqués. A chaque fois qu'un remaniement du gouvernement est évoqué, chaque ministère s'active pour faire bonne figure devant le Président de la République. Les 100 jours de Results Rapid Initiative

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



n'ont rien apporté. Le journaliste s'interroge « pourquoi le Chef d'Etat n'ose pas évincer les ministres inefficaces ? Y aurait-il un deal ? »

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

